

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving**  
**PWGSC**  
**33 City Centre Drive**  
**Suite 480**  
**Mississauga**  
**Ontario**  
**L5B 2N5**  
**Bid Fax: (905) 615-2095**

**REQUEST FOR PROPOSAL**  
**DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

<b>Title - Sujet</b> Logiciel de modélisation numérique	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W7719-135208/A	<b>Date</b> 2013-01-15
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W7719-135208	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$TOR-031-6162	
<b>File No. - N° de dossier</b> TOR-2-35276 (031)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2013-02-25</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Schmidt, Jeff	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> tor031
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (905) 615-2058 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (905) 615-2060
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE 1133 SHEPPARD AVE W. TORONTO Ontario M3K2C9 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> 2013-03-28	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada  
Ontario Region  
33 City Centre Drive  
Suite 480  
Mississauga  
Ontario  
L5B 2N5

## **TABLE DES MATIÈRES**

### **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

### **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements en période de soumission
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

1. Instructions pour la préparation des soumissions

### **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

### **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

### **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Énoncé des travaux
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Responsables
6. Paiement
7. Instructions relatives à la facturation
8. Attestations
9. Lois applicables
10. Ordre de priorité des documents
11. Assurances
12. Limitation de la responsabilité
13. Logiciel sous licence
14. Maintenance et soutien du logiciel sous licence
15. Formation
16. Préservation des supports électroniques

### **Liste des annexes**

- |          |                   |
|----------|-------------------|
| Annexe A | Énoncé des besoin |
| Annexe B | Base de Paiement  |

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7719-135208/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7719-135208

File No. - N° du dossier

TOR-2-35276

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Annexe C	Assurances
Annexe D	Critères d'évaluation
Annexe E	Formulaires

---

## **PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1. Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |                                                                                                                                                                                                                                   |
|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;                                                                                                                                                            |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;                                                                                         |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;                                                                                                     |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations : comprend les attestations à fournir;                                                                                                                                                                               |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et                                                          |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.                                                                                                               |

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins, la Base de paiement, Assurances, Formulaire et Critères d'évaluation.

### **2. Sommaire**

Canada cherche à obtenir capacité de modélisation numérique du corps humain (DHM) constituée d'un logiciel de DHM disponible dans le commerce (la "solution logicielle") initialement pour environ 1 utilisateurs du client. La solution logicielle demandée doit comprendre le logiciel sous licence, une garantie de 12 mois, des services de maintenance et de soutien du logiciel et la documentation. Des formation doivent également être fournis, si. La demande de soumissions vise l'attribution d'un contrat de 3 ans assorti d'une option pour l'achat de biens et services. L'ensemble de la solution logicielle doit être à la disposition des utilisateurs du client 24 heures par jour, 7 jours par semaine, 365 jours par année, en français et en anglais, et doit fonctionner en tout temps conformément à l'Énoncé des besoins, dans l'environnement opérationnel du client décrit dans la demande de soumissions.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie et de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou.

### **3. Compte rendu**

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## **PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **1. Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2012-11-19) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : soixante (60) jours

Insérer : quatre-vingt-dix (90) jours

### **2. Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### **3. Demandes de renseignements - en période de soumission**

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention " exclusif " vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention " exclusif " feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

### **4. Lois applicables**

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7719-135208/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7719-135208

File No. - N° du dossier

TOR-2-35276

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **1. Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (trois copies papier)

Section II : Soumission financière (une copie papier)

Section III : Attestations (une copie papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

#### **Section II : Soumission financière**

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7719-135208/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-2-35276

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7719-135208

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe " X "). Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

1.2 Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une disposition en ce sens sera déclarée non recevable.

### **Section III: Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.



---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **1. Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **1.1 Évaluation technique**

##### **1.1.1 Critères techniques obligatoires**

Voir l'annexe D, Critères d'évaluation.

##### **1.1.2 Critères techniques cotés**

Voir l'annexe D, Critères d'évaluation.

#### **1.2 Évaluation financière**

- 1. Les soumissionnaires doivent joindre l'annexe B, Base de paiement dûment remplie à leur soumission avant la date de clôture de la soumission.
- 2. Le prix utilisé dans l'évaluation sera la somme des figurant excluant l'article B4.2 à l'Annexe B, base de paiement;
- 3. Clause du Guide des CCUA A0220T (2007-05-25), Évaluation du Prix.

### **2. Méthode de sélection**

#### **2.1 Méthode de sélection - cotation numérique minimale**

- 1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
  - c. obtenir au moins quinze (15) points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte trente-cinq (35) points.
- 2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires durant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat**

#### **1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe**

**1.1.1** En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par le soumissionnaire, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une soumission non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. Le soumissionnaire et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant la période de tout contrat découlant de cette demande de soumissions.

Les soumissionnaires qui sont incorporés, incluant ceux soumissionnant à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci la liste complète des noms de tous les individus qui sont actuellement administrateurs du soumissionnaire. Les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux soumissionnant dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur soumission ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les soumissionnaires soumissionnant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'attribution d'un contrat.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un soumissionnaire de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

## **2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

### **2.1 Programme de contrats fédéraux - attestation**

Les fournisseurs qui sont assujettis au Programme de contrats fédéraux (PCF) et qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement fédéral au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non-conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif à moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une soumission présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

Le soumissionnaire, ou, si le soumissionnaire est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

Le soumissionnaire ou le membre de la coentreprise :

- a. ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents et/ou temporaires, ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b. ( ) n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c. ( ) est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein, ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDC puisqu'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus.
- d. ( ) n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDC et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : \_\_\_\_\_ .

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDC.

### **2.2 Attestation que le Matériel et les logiciels sont disponibles dans le commerce**

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (à moins qu'autrement stipulé dans cette demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont l'historique opérationnel est rodé (c'est-à-dire qui n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits rodés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

### **2.3 Attestation du fabricant original de matériel**

- (a) Tout soumissionnaire qui n'est pas le fabricant original de matériel (FOM) pour tous les éléments de matériel proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter un certificat du FOM attestant son autorisation de fournir et de maintenir le matériel du FOM, qui doit être signé par le FOM (non pas le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas le FOM du matériel qu'il propose de fournir au Canada si le certificat du FOM n'a pas été fourni au Canada. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de certificat du FOM contenu dans la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation du FOM, l'utilisation de ce formulaire pour les fournir n'est pas obligatoire. Dans le cas des soumissionnaires et des FOM qui utilisent un autre formulaire, il appartient entièrement au Canada, à sa seule discrétion, de déterminer si tous les renseignements exigés ont été fournis.
- (b) Si le matériel proposé par le soumissionnaire provient de plusieurs FOM, un certificat du FOM distinct est exigé pour chaque fabricant FOM.
- (c) Aux fins de la présente demande de soumissions, FOM désigne le fabricant du matériel, comme en témoigne le nom qui apparaît sur le matériel et sur tous les documents connexes.

---

## **PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **1. Exigences relatives à la sécurité**

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **2. Énoncé des besoins**

- (a) \_\_\_\_\_ ("l'entrepreneur") consent à fournir au client les biens et les décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des besoins, conformément au contrat et aux prix énoncés dans le contrat. Cela comprend:
- (i) accorder la licence d'utilisation du logiciel sous licence décrit dans le contrat;
  - (ii) fournir la documentation du logiciel;
  - (iii) fournir des services de maintenance et de soutien pour le logiciel durant la période de soutien du logiciel;
  - (iv) donner de la formation, sur demande par le Canada.

#### **2.1 Biens et(ou) services optionnels**

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, qui sont décrits à l'Annexe " A ", Besoin du contrat selon les mêmes conditions et aux prix et(ou) aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant le 31 Mars 2016 en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat(<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **3.1 Conditions générales**

2030 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexe de biens, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### **3.2 Conditions générales supplémentaires**

les conditions générales supplémentaires 4001 (2010-08-16), Achat, location et maintenance de matériel;

les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;

les conditions générales supplémentaires 4004 (2010-08-16), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;

---

#### **4. Durée du contrat**

##### **4.1 Période du contrat**

La période du contrat est de 36 mois à compter de l'attribution du contrat.

##### **4.2 Date de livraison pour le besoin ferme**

Tous les biens livrables doivent être reçus au plus tard le 28 Mars 2013.

##### **4.3 Date de livraison pour le besoin optionnel**

Tous les biens livrables doivent être reçus dans les \_\_\_\_\_ jours civils suivant modification du contrat amendement lorsque l'option est utilisée.

#### **5. Responsables**

##### **5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Jeff Schmidt  
Titre : officier d'approvisionnement  
Direction : Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements  
Adresse : 33 City Centre Dr., Mississauga, ON L5B 2N5  
  
Téléphone : 905-615-2058  
Télécopieur : 905-615-2060  
Courriel : jeff.schmidt@tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

##### **5.2 Responsable technique**

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique;

cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

### 5.3 Représentant de l'entrepreneur

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ \_\_\_\_ \_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

## 6. Paiement

### 6.1 Maintenance et soutien du logiciel sous licence

Pour les licences d'utilisation du logiciel (y compris la livraison, l'installation, l'intégration et la configuration du logiciel sous licence et la documentation du logiciel), comme cela est décrit dans le contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe B, Item B1, FAB destination, droits de douane compris, TPS ou TVH en sus. Le prix ferme comprend la garantie au cours de la période de garantie du logiciel ainsi que les services de maintenance et de soutien au cours de la période de soutien du logiciel.

coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

### 6.2 Licences flottantes supplémentaires et optionnelles du logiciel :

Pour des licences flottantes supplémentaires permettant à d'autres utilisateurs clients d'utiliser le logiciel sous licence, dans le cas où le Canada décide de se prévaloir de cette option, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme [par utilisateur/par appareil] établi à l'annexe B, FAB destination, droits de douane compris, TPS ou TVH en sus.

coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

### 6.3 Soutien optionnel du logiciel

Si le Canada décide de se prévaloir de l'option de prolonger la période de soutien du logiciel, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix annuel/mensuel ferme établi à l'annexe B, FAB destination, droits de douane compris, TPS ou TVH en sus.

coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

### 6.4 Formation en class optionnel

Pour la formation, si le Canada a recours à cette option durant la période du contrat. Pour les cours de formation demandés par le Canada prévus à l'annexe B, article B4.1, ce dernier paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe A une fois la formation, TPS ou TVH en sus.

coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

## 6.5 Formation en ligne optionnel

Pour la formation en ligne, si le Canada a recours à cette option durant la période du contrat. Pour les cours de formation demandés par le Canada, prévus à l'annexe B, article B4.1, ce dernier paiera à l'entrepreneur le prix ferme établi à l'annexe A une fois la formation, TPS ou TVH en sus.  
coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

## 6.6 TSP/TVH :

coût estimatif : \_\_\_\_\_ \$

## 6.7 Paiement unique

Clause du Guide des CCUA H1000C (2008-05-12), Paiement unique

## 6.8 Modalités de paiement - paiement anticipé

1. Le Canada paiera à l'avance l'entrepreneur pour les services de soutien logiciel si :
  - (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
  - (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.
2. Rien dans ce document n'empêche le Canada d'exercer un recours à l'égard du paiement anticipé des travaux réalisés par l'entrepreneur si les travaux exécutés par la suite s'avèrent inacceptables.

## 7. Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé " Présentation des factures " des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé " Responsables " du contrat.

## 8. Attestations

### 8.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.



## 9. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en \_\_\_\_\_, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

## 10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence.
- c) les conditions générales supplémentaires 4004 (2010-08-16), Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;
- d) les conditions générales 2030 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- e) Annexe A, Énoncé des besoins;
- f) Annexe B, Base de paiement;
- g) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_.

## 11. Assurances

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe C. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

## 12. Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou de technologie de l'information

(a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé " Responsabilité?". Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite.

L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat pré-établissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.

**(b) Responsabilité de la première partie :**

(i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

(A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé "Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances";

(B) toute blessure physique, y compris la mort.

(i) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.

(ii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.

(iii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa (i)(A) susmentionné.

(iv) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :

(A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;

tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre .25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée "Coût total estimatif" ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou

1 000 000 \$ En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$.

(i) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

**(c) Réclamations de tiers :**

(i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causé au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.

(ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle; de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou tout réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.

(iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

**13 Logiciel sous licence**

(a) En vertu des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4003 :

<b>Logiciel sous licence</b>	Le logiciel sous licence, défini dans le document 4003, comprend tous les produits offerts par l'entrepreneur dans sa soumission ainsi que tout autre code de logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation du logiciel et aux spécifications, y compris sans s'y limiter les produits suivants :  _____ [Cette information sera insérée à la date d'attribution du contrat à partir de l'information contenue dans la soumission de l'entrepreneur.]
Type de licence octroyée	licence d'utilisateur
Nombre d'utilisateurs sous licence	Une (1) flottante
Option d'achat de licences d'utilisateurs supplémentaires	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des licences d'utilisateurs supplémentaires au prix énoncé à l'annexe B, Base de paiement selon les mêmes modalités que les licences d'utilisateurs initiales émises dans le cadre du contrat. Le Canada pourra se prévaloir de cette option n'importe quand pendant la durée du contrat, et aussi souvent qu'il le désire. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
Lieu de livraison	L'adresse de livraison figure à la page 1 du contrat.

Support d'information sur lequel le logiciel sous licence doit être livré	Le logiciel sous licence doit être fournis sur CD-ROM et au moyen de téléchargement par Internet.
Durée de la licence	Pour une période d'une (1) année à compter de la date d'attribution. À remplir lors de l'attribution du contrat.

**(b) Maintenance continue du code de logiciel :**

L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou de l' " édition " faisant l'objet des licences accordées au départ en vertu du contrat) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de maintenir et d'améliorer la fonctionnalité de celui-ci et de corriger les erreurs de logiciel) pendant au moins 2 ans après la date d'attribution du contrat. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide de cesser la maintenance de la version ou de l' " édition " en cours du logiciel sous licence et décide plutôt d'offrir des mises à jour du logiciel sous licence dans le cadre de la maintenance, il doit aviser le Canada par écrit au moins 12 mois avant cette cessation.

**14. Maintenance et soutien du logiciel sous licence**

(a) En vertu des dispositions des Conditions générales supplémentaires 4004 :

Programmes sous licence	Les programmes sous licence qui devront faire l'objet de soutien et de maintenance sont : _____.
Période de soutien du logiciel	Pour une période d'une (1) année à compter de la date d'attribution. À remplir lors de l'attribution du contrat.
Période de soutien du logiciel lorsque des licences d'utilisation du logiciel sont ajoutées au cours de la période du contrat	Dans le cas des licences d'utilisation supplémentaires acquises conformément au contrat, la période de soutien du logiciel s'appliquera aux licences supplémentaires achetées, de façon à ce que la période de soutien du logiciel prenne fin à la même date pour toutes les licences visées par le contrat.
Option de prolongation de la période de soutien du logiciel	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de soutien du logiciel pour 2 période(s) supplémentaire(s) de 12 mois, et le Canada pourra se prévaloir de cette option à n'importe quel moment dans le cadre du contrat. L'entrepreneur convient que, pour toute la période de soutien du logiciel, les prix seront ceux énoncés à l'annexe B, Base de paiement. L'option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante au moyen d'un avis écrit et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.
Coordonnées pour l'accès aux services de soutien de l'entrepreneur	Conformément à l'article 5 de 4004, les services de soutien de l'entrepreneur seront accessibles aux coordonnées suivantes? Accès téléphonique sans frais : _____ Accès par télécopieur sans frais : _____ Accès par courriel : _____

	L'entrepreneur doit répondre à tous les appels téléphoniques, ainsi qu'à tous les messages transmis par télécopieur ou par courriel (par l'entremise d'un agent de service en direct) au plus tard à 12 h le prochain jour ouvrable suivant l'heure de la communication initiale du client ou de l'utilisateur.
Site Web	Conformément à l'article 5 de 4004, l'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur l'Internet. Pour ce faire, l'entrepreneur doit y inclure, à tout le moins, une foire aux questions et des routines de diagnostic de logiciels ainsi que des outils d'aide en ligne. Sans égard pour les heures requises de prestation des services de soutien, les utilisateurs du Canada devront pouvoir accéder au site Web de l'entrepreneur 24 heures par jour, 365 jours par année, et ce service devra être disponible 99 % du temps. L'adresse du site Web de l'entrepreneur aux fins du soutien sur Internet est _____.
Langue des services de soutien	Les services de soutien devront être offerts en anglais.

## 15. Formation :

Contractor must provide option for training for all DHM functionalities for up to ten (10) people. This will be exercised by amending the Contract to include training option.

### (a) Offrir de la formation sur le logiciel :

- (i) L'entrepreneur doit offrir de la formation optionnelle en classe ou en ligne sur les produits faisant partie de la solution logicielle, sur demande durant la période de contrat lorsqu'une autorisation de tâches relative à la formation est émise dans le cadre du contrat;
- (ii) The training must be provided at Defence Research and Development Canada, 1133 Sheppard Ave West Toronto, ON;
- (iii) La formation doit être disponible dans un délai de 15 jours ouvrables suivant l'émission of the Contract l'option du contrat;
- (iv) La formation, qui comprend l'enseignement et le matériel de cours, doit être donnée en Anglais;
- (v) L'entrepreneur doit présenter, au minimum 5 jours ouvrables avant le début de la formation, le plan et l'horaire de cours, le matériel de cours, et le nom et les qualifications des instructeurs au responsable technique aux fins d'approbation.

## 16. Préservation des supports électroniques

- (a) L'entrepreneur doit soumettre à la détection électronique, à l'aide d'un progiciel mis à jour à intervalles réguliers, l'ensemble des supports électroniques utilisés dans l'exécution des travaux pour les virus électroniques et les autres codes visant à causer des défauts, avant de s'en servir sur l'équipement du Canada. Il devra informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé dans le cadre des travaux renferme des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.
- (b) Si, pendant le transport entre l'établissement de l'entrepreneur et le point de livraison précisé ou pendant qu'ils se trouvaient sous la garde de ce dernier, des renseignements et/ou des

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7719-135208/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7719-135208

File No. - N° du dossier

TOR-2-35276

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

documents électroniques sont endommagés ou perdus, l'entrepreneur devra les remplacer à ses frais.

## ANNEXE "A" ÉNONCÉ DES TRAVAUX

### Logiciel de modélisation numérique du corps humain

*Les soumissionnaires devraient prendre note que l'annexe A comprend également les critères cotés qui serviront à l'évaluation technique. Une fois le contrat attribué, les dispositions en italique seront supprimées de l'annexe A et B. Tous les critères non obligatoires pour lesquels l'adjudicataire a obtenu des points seront inclus dans le contrat à l'annexe A.*

#### 1. Contexte

Recherche et développement pour la Défense Canada (RDDC) Toronto (Ontario) a besoin d'un logiciel de modélisation numérique du corps humain (DHM) qui créera un avatar numérique dans un milieu de travail virtuel afin d'exécuter des tâches et des analyses ergonomiques. Le besoin consiste en un logiciel de modélisation numérique du corps humain (DHM), un soutien logiciel, des licences flottantes destinées à des utilisateurs multiples et de la formation sur place en salle de classe.

RDDC a pour projet d'élaborer un ensemble exhaustif d'outils et de techniques ergonomiques pour appuyer la conception et l'acquisition de vêtements, d'équipement et d'espaces de travail destinés aux Forces canadiennes. Cet ensemble permettra de résoudre des problèmes d'ergonomie auxquels font face les opérateurs qui travaillent dans des environnements contraints et non contraints et qui exécutent des tâches et des mouvements statiques, quasi statiques et dynamiques. Ils contribueront notamment au soulagement de la douleur au cou qu'éprouve l'équipage des hélicoptères Griffon, à l'adaptation et à la capacité de survie des conducteurs de char Leopard 2, ainsi qu'à l'élaboration des critères de conception de navires de lancement et de récupération pour le projet de navires de soutien interarmées. Certains de ces problèmes ne peuvent être résolus qu'à l'aide de modèles numériques d'humains œuvrant dans des environnements virtuels.

RDDC a besoin d'un seul outil (capacité). Les outils proposés, en particulier les types de données de sortie, doivent absolument être compatibles avec Microsoft Excel.

#### 2. Exigences techniques pour la modalisation numérique du corps humain :

*[O] - Exigences obligatoires*

*[S] - Exigences souhaitables*

**Nota :** *Tous les critères obligatoires sont désignés par un [O]. Les exigences désignées par [O] [S] comportent une exigence minimum obligatoire mais elles seront évaluées aussi relativement aux caractéristiques souhaitables prévues dans la section Exigences cotées à l'annexe D, Critères d'évaluation.*

- 2.1 L'entrepreneur doit livrer une solution logicielle de DHM qui permettra l'importation à partir du format JT et l'exportation vers ce format (conformément à une norme ISO) des données géométriques tridimensionnelles de CAO dans les formats de fichier suivants : IGES, ASCII, OBJ, STL et DXF. [O]
- 2.2 Le logiciel de DHM doit permettre à l'utilisateur de générer un espace de travail virtuel à l'aide de données provenant de la numérisation d'espaces de travail réels. [O]
- 2.3 Le logiciel de DHM doit permettre à l'utilisateur de générer un mannequin virtuel à l'aide de données provenant d'une base Excel de renseignements anthropométriques et démographiques

précis (comme le sexe, la profession et la langue maternelle). Le logiciel de DHM doit permettre de modifier un mannequin virtuel selon des données anthropométriques linéaires et tridimensionnelles. [O] [S]

- 2.4 Le logiciel de DHM doit permettre à l'utilisateur de générer des objets et de l'équipement virtuels à partir de sources de données numérisées ou à l'aide d'outils de dessin et de les placer sur le mannequin virtuel ou autour du mannequin. [O]
- 2.5 Le logiciel de DHM doit pouvoir fonctionner sur une plateforme orientée Windows 7, Vista et Windows XP avec une capacité de traitement minimale. [O]
- 2.6 Le logiciel de DHM doit pouvoir être utilisé sur n'importe quel ordinateur à l'aide d'une clé de licence électronique, à condition que la clé soit branchée dans l'ordinateur. [O]
- 2.7 Le logiciel de DHM doit être compatible avec les technologies de capture de mouvement active et passive. [O]
- 2.8 Le logiciel de DHM doit permettre la manipulation de toutes les articulations du corps. [O] [S]
- 2.9 Le logiciel de DHM doit prendre en charge l'interface de programmation d'applications de tierces parties pour permettre l'interface avec n'importe quel matériel de capture de mouvement. [O]
- 2.10 Le logiciel de DHM doit être compatible avec les capteurs Microsoft Kinect. [O]
- 2.11 Le logiciel de DHM doit comprendre au moins un outil d'analyse de l'ergonomie validé, cité en référence et conforme aux normes de l'industrie parmi les outils suivants. [O] [S]
- a. Outil d'analyse des postures forcées
  - b. Outil de prévision de la force statique (analyse biomécanique en condition quasi statique)
  - c. Outil d'évaluation de la force statique nécessaire compte tenu de la fréquence des tâches
  - d. Outil d'analyse de la force exercée sur le bas du dos (force de compression et de cisaillement sur la colonne lombaire)
  - e. Normes de levage du National Institute for Occupational Safety and Health
  - f. Outil d'analyse de la manutention manuelle
  - g. Outil d'évaluation rapide des membres supérieurs
  - h. Outil d'évaluation de l'exposition cumulée (charge sur le bas du dos)
  - i. Outil d'évaluation de la fatigue (musculaire)
  - j. Outil d'analyse de la dépense métabolique et d'énergie
  - k. Outil d'analyse de la ligne de visée (champ de vision)
  - l. Outil de prévision des positions assises
  - m. Outil d'évaluation de l'amplitude fonctionnelle
  - n. Outil d'évaluation de l'espace libre nécessaire
  - o. Outil d'évaluation du confort
  - p. Outil d'analyse des zones de réflexion
  - q. Outil d'analyse des zones d'obscurité
  - r. Outil d'analyse des zones de couverture
  - s. Outil d'analyse de l'espace libre ou du décalage (entre le mannequin virtuel et les objets de son espace de travail)
  - t. Autres outils d'analyse (à préciser dans la proposition)
- 2.12 Le logiciel de DHM doit permettre la simulation de tâches dynamiques. [O] [S]



- 
- 2.13 Le logiciel de DHM doit être compatible avec des technologies immersives (de réalité augmentée) comme le visiocasque et le gant numérique. [O]

**3. Optional Services - Training and Software Support.**

- 3.1 L'entrepreneur doit offrir à un maximum de 10 personnes une formation sur place en salle de classe facultative sur toutes les fonctions de DHM.
- 3.2 L'entrepreneur doit offrir trois (3) options de un (1) an chacune, à compter de la date d'attribution du contrat, pour l'assistance logicielle relative aux problèmes d'intégration de la DHM, de la capture de mouvement et de la numérisation des espaces de travail.
- 3.3 Exigences techniques pour le logiciel de modélisation numérique du corps humain

## ANNEXE " B "

### BASE DE PAIEMENT

Les prix sont fermes, tout compris, en dollars canadiens, FAB destination. Les frais de transport, les droits de douanes et la taxe d'accise sont inclus et la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée est en sus, le cas échéant.

#### B1. Besoin ferme

Besoin	\$ Prix Unitaire Ferme
Fourniture, livraison d'un logiciel de modélisation numérique du corps humain (DHM), d'une (1) licence flottante et une (1) année de soutien logiciel conformément aux spécifications se trouvant à l'annexe A - Énoncé des besoin.  Nom et version du logiciel _____	\$ _____

#### B2. On pourra avoir recours à l'option de soutien logiciel en tout temps durant la période du contrat.

Besoin	Quantité	\$ Prix Unitaire Ferme
Fourniture d'une deuxième et d'une troisième année de prolongation du soutien logiciel pour toute question relative à l'intégration de la DHM, de la capture de mouvement et de la numérisation du milieu de travail conformément à l'article 3.2 à l'annexe A - Énoncé des besoins.	Option Year 1	\$ _____ / par année
	Option Year 2	\$ _____ / par année

#### B3. Option for floating licenses for additional Users to be exercised at any time during the period of the Contract

Besoin	Quantité estimative	\$ Prix Unitaire Ferme
Fourniture de licences flottantes pour les utilisateurs supplémentaires, article 3.3, à l'Annexe "A", Énoncé des besoins.	2 Users	\$ _____ / par User

**Nota :** Les soumissionnaires doivent fournir le prix pour la formation en classe sur place. Les soumissionnaires doivent fournir le prix pour la formation en ligne, le cas échéant. À des fins d'évaluation, on utilisera seulement la formation en classe sur place pour calculer le prix évalué. Si le soumissionnaire retenu fournit les deux options, elles seront incluses toutes les deux dans le contrat. RDDC peut avoir recours à l'une ou l'autre des options de formation, mais l'option ne pourra être utilisée qu'une fois durant la période du contrat.

**B4. Formation****B4.1 On pourra avoir recours à l'option pour la formation en classe sur place en tout temps durant la période du contrat**

Besoin	\$ Prix Lot Ferme
Fourniture de la formation en classe sur place pour toutes les fonctionnalités de la DHM pour au plus dix (10) personnes conformément à l'article 3.1 à l'annexe A - Énoncé des besoins.	\$ _____

**OU****B4.2 On pourra avoir recours à l'option pour la formation en ligne en tout temps durant la période du contrat.**

Besoin	\$ Prix Lot Ferme
Fourniture de la formation en ligne pour toutes les fonctionnalités de la DHM pour au plus dix (10) personnes se trouvant avec 3.1 à l'annexe A - Énoncé des besoins.	\$ _____

---

## **ANNEXE C ASSURANCE**

### **1. Assurance de responsabilité civile commerciale**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000\$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.

2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :

a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.

c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.

d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.

e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.

g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.

h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.

j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.

l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.

m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur  
Direction du droit des affaires  
Bureau régional du Québec (Ottawa)  
Ministère de la Justice  
284, rue Wellington, pièce SAT-6042  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

2. Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

## ANNEXE D CRITÈRES D'ÉVALUATION

### 1. Exigences obligatoires

Les propositions seront évaluées en fonction des exigences obligatoires. Le soumissionnaire doit satisfaire à TOUTES les exigences obligatoires pour que l'évaluation de sa proposition se poursuive. Si le soumissionnaire ne respecte pas une (1) ou plusieurs exigences obligatoires, sa proposition sera jugée non conforme et irrecevable à des examens ou des évaluations ultérieures.

1.1 Le soumissionnaire doit indiquer clairement et en détail comment chaque spécification satisfait à l'exigence. Le soumissionnaire doit fournir une fiche technique complète et une documentation descriptive or other documentation ou d'autres documents pour l'logiciel proposé.

### 2. Exigences cotées

Le soumissionnaire doit indiquer clairement chaque spécification et fournir une fiche technique complète accompagnée d'une documentation descriptive ou d'autres documents pour le matériel et le logiciel proposés afin de démontrer qu'il satisfait aux exigences cotées ci-dessous.

Les propositions seront évaluées à l'égard des exigences cotées en fonction d'une note maximale de trente-cinq (35) points. Les propositions qui obtiennent une note inférieure à la note minimale de quinze (15) points seront jugées non conformes et irrecevables à des examens ou des évaluations ultérieures.

No	Exigence	Méthode de notation	Max de points
2.3	Le logiciel de DHM doit permettre à l'utilisateur de générer un mannequin ou un avatar virtuel à l'aide de données provenant de la base de données de l'étude anthropométrique des Forces canadiennes menée en 2012. Cette base contient des renseignements démographiques précis (comme le sexe, la profession et la langue maternelle). Le logiciel de DHM doit permettre de modifier un mannequin virtuel selon des données anthropométriques linéaires et tridimensionnelles.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bases de données anthropométriques linéaires et tridimensionnelles peuvent être entièrement intégrées dans le logiciel de DHM : 5 points</li> <li>• Les bases de données anthropométriques linéaires ou tridimensionnelles peuvent être entièrement intégrées dans le logiciel de DHM : 4 points</li> <li>• Les données anthropométriques linéaires et tridimensionnelles sont saisies manuellement dans le logiciel de DHM : 3 points</li> <li>• Les données anthropométriques linéaires ou tridimensionnelles sont saisies manuellement dans le logiciel de DHM : 2 points</li> <li>• Seules les données anthropométriques linéaires peuvent être saisies dans le logiciel de DHM : 1 point</li> </ul>	5
2.8	Le logiciel de DHM doit permettre la manipulation de toutes les articulations du corps.	• Manipulation de toutes les articulations du corps, y compris des	5

		doigts, des mains et de la colonne vertébrale : 5 points •Manipulation de toutes les articulations du corps, y compris des doigts et de la colonne vertébrale : 4 points •Manipulation de toutes les articulations du corps, y compris des doigts ou de la colonne vertébrale : 3 points •Manipulation de toutes les articulations du corps, y compris des doigts : 2 points •Manipulation des grandes articulations du corps, sauf des doigts, des mains et de la colonne vertébrale : 1 point	
2.11	Le logiciel de DHM doit comprendre au moins un outil d'analyse de l'ergonomie validé, cité en référence et conforme aux normes de l'industrie parmi les outils suivants.	Un point sera accordé pour chaque outil d'analyse supplémentaire utilisé (jusqu'à un maximum de 21 points).  •Outil d'analyse des postures forcées; •Outil de prévision de la force statique (analyse biomécanique en condition quasi statique); •Outil d'évaluation de la force statique nécessaire compte tenu de la fréquence des tâches; •Outil d'analyse de la force exercée sur le bas du dos (force de compression et de cisaillement sur la colonne lombaire); •Normes de levage du National Institute for Occupational Safety and Health; •Outil d'analyse de la manutention manuelle; •Outil d'évaluation rapide des membres supérieurs; •Outil d'évaluation de l'exposition cumulée (charge sur le bas du dos); •Outil d'évaluation de la fatigue (musculaire); •Outil d'analyse de la dépense métabolique et d'énergie; •Outil d'analyse de la ligne de visée (champ de vision); •Outil de prévision des positions assises;	21

		<ul style="list-style-type: none"> <li>•Outil d'évaluation de l'amplitude fonctionnelle;</li> <li>•Outil d'évaluation de l'espace libre nécessaire;</li> <li>•Outil d'évaluation du confort;</li> <li>•Outil d'analyse des zones de réflexion;</li> <li>•Outil d'analyse des zones d'obscurité;</li> <li>•Outil d'analyse des zones de couverture;</li> <li>•Outil d'analyse de l'espace libre ou du décalage (entre le mannequin virtuel et les objets de son espace de travail);</li> <li>•Autres outils d'analyse (à préciser dans la proposition)</li> </ul>	
2.12	Le logiciel de DHM doit permettre la simulation de tâches dynamiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le logiciel de DHM doit être compatible avec des modèles de simulation discrète de tâches comme l'Integrated Performance Modeling Environment : 1 point</li> <li>•La simulation doit être basée sur le modèle de tâches : 1 point</li> <li>•La simulation doit intégrer un moteur de synchronisation qui influence les mouvements du mannequin (méthode des temps mesurés ou autre norme de temps de référence) : 1 point</li> <li>•Le logiciel de DHM doit pouvoir produire un historique des variations des angles formés par les articulations ainsi que des moments et des forces (résolution minimale de trois images par seconde) : 1 point</li> </ul>	4
<b>Nombre de points maximum 35</b>			



**ANNEXE "E"**  
**FORMULAIRES****Formulaire 1****Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel**

(à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)

Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

*[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]*

**Formulaire 2****Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel**

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

Ce formulaire vise à confirmer que l'éditeur de logiciel nommé ci-dessous a autorisé le soumissionnaire nommé ci-dessous à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat attribué à la suite de la demande de soumissions indiquée ci-dessous.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

*[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]*

Nom de l'éditeur de logiciel (EL) \_\_\_\_\_

Signature du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Nom en caractères d'imprimerie  
du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Titre en caractères d'imprimerie  
du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Adresse du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL \_\_\_\_\_

Solicitation No. - N° de l'invitation

W7719-135208/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

TOR-2-35276

Buyer ID - Id de l'acheteur

tor031

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W7719-135208

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Date de signature

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire